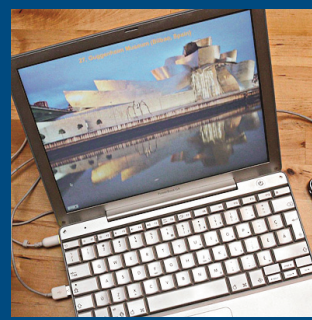


ALPHABÉTISATION

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION



L'aptitude à lire et à compter ne s'est pas améliorée au Québec depuis 10 ans *Page G 2*

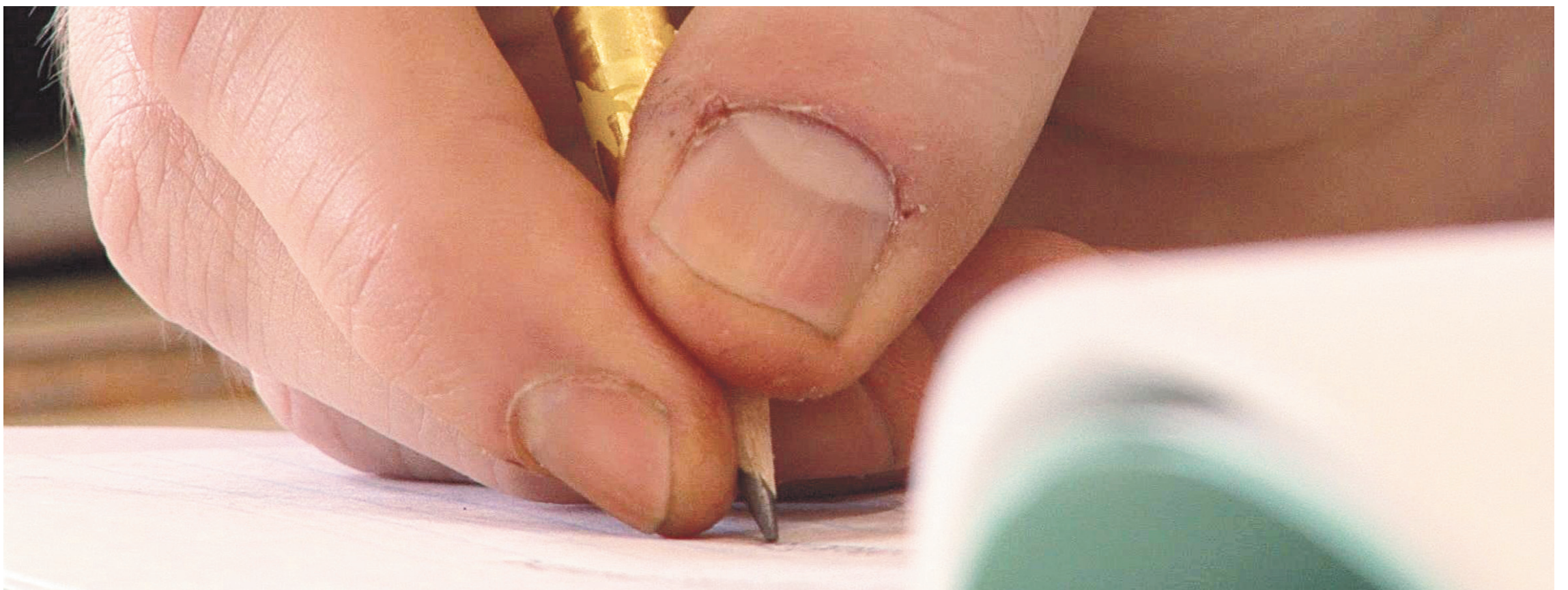


Favoriser l'inclusion des analphabètes par la technologie *Page G 3*



Les commissions scolaires aident les décrocheurs à raccrocher *Page G 4*

CAHIER THÉMATIQUE G > LE DEVOIR, LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 SEPTEMBRE 2014



TÉLÉ-QUÉBEC

Né en 2010, le Train des mots permet à des adultes d'apprendre à lire et à écrire. Son objectif est de s'implanter dans toute la MRC de Memphrémagog.

MRC DE MEMPHRÉMAGOG

Prendre le Train des mots pour avancer dans la vie

C'est l'histoire d'un train pas comme les autres : créé en 2011 dans la MRC de Memphrémagog, le Train des mots propose aux adultes analphabètes un parcours vers la lecture et l'écriture, sans même quitter leur village.

ASSIA KETTANI

« **A**pprendre à lire est un voyage à la découverte du monde et de soi-même », explique Michèle Gaudreau, fondatrice de l'organisme. Car, insiste-t-elle, ceux qui se trouvent dans l'ombre de la lecture sont coincés, incapables d'avancer. « Léon est venu chez nous, car son patron lui proposait une promotion, qu'il ne pouvait accepter tant qu'il ne savait pas lire. Sans compétences en lecture, il ne pouvait pas rédiger un rapport très simple et occuper un emploi de superviseur. »

Les besoins sont parfois plus fondamentaux, notamment lorsqu'on peut à peine se déplacer, par crainte de se perdre, ne sachant lire ni l'heure, ni un panneau. « Mirville vivait dans un état de dépendance complète de son mari. Elle n'allait nulle part sans lui, car elle n'avait aucune notion de distance, de temps et d'espace. Elle était complètement isolée et sortait à peine de chez elle. »

L'idée du projet est née en septembre 2010 de la lecture d'une entrevue de Maryse Perrault, anciennement directrice de la Fondation pour l'alphabétisation, dans les pages d'un cahier Alphabétisation du Devoir. Elle y faisait état de statistiques « effarantes, sinon incompréhensi-

bles », rappelle Michèle Gaudreau. Et pour cause : les derniers résultats de l'Enquête sur la littératie et les compétences des adultes publiés en 2011 par l'OCDE montrent qu'au moins un adulte québécois sur cinq a des problèmes de lecture. Au Québec, 33% des adultes qui occupent un emploi rémunéré ont du mal à lire. Ces chiffres ont provoqué un virage pour M^{me} Gaudreau, qui a plaqué sa carrière de traductrice, et le départ du Train des mots. À l'automne 2010, elle a demandé l'appui des maires des six villages situés dans la partie ouest de la MRC de Memphrémagog : Austin, Bolton-Est, Eastman, Canton de Potton, Saint-Étienne-de-Bolton et Stukely-Sud. « Ils étaient aussi incroyables que moi face aux statistiques », rappelle-t-elle, et ils ont tout de suite soutenu le projet. Depuis, le Train des mots œuvre dans ces six villages, auxquels s'est joint Magog.

Quant à savoir comment nommer ceux qui montent à bord, Michèle Gaudreau a longtemps hésité. Des élèves ? Ils ne sont plus à l'école. Des clients ? C'est gratuit ! Des bénéficiaires ? Ça fait penser à l'aide sociale... Ce seront donc des voyageurs, terme qui a l'avantage de ne porter aucun jugement de valeur. « On se donne une destination, un objectif, et le guide est là pour aider à y parvenir. »

Qui sont les guides ? Pour la plupart, ce sont des retraités

de la région, souvent d'anciens enseignants, tous bénévoles bien sûr. Et, visiblement, le désir d'aider n'est pas rare. « Je ne fais rien pour les recruter depuis presque deux ans. » Pour les outiller, ils sont encadrés par des formateurs spécialisés, car « ce n'est pas parce qu'on a enseigné dans une classe toute sa vie qu'on sait enseigner à des adultes », poursuit-elle.

Pour recruter des voyageurs, le lien à établir est très différent d'une simple inscription. « Nous travaillons en étroite collaboration avec les commissions scolaires, les travailleurs sociaux et les organismes communautaires. Ils sont en relation avec eux et ont déjà un lien de confiance. » En marge des centres de formation des adultes et des commissions scolaires qui donnent déjà des cours d'alphabétisation, le Train des mots offre « quelque chose à ceux qui n'ont pas les ap-

titudes ou la confiance nécessaires pour faire partie d'une classe », ce qui est parfois associé à de bien mauvais souvenirs.

« On sait qu'on va chercher une clientèle farouche. » Certains ont honte de leur état, « comme si c'était leur faute. Quand j'ai compris cela, j'ai adapté ma stratégie. Quand je les rencontre, j'apporte ma petite chienne, qui m'aide à faire tomber la timidité et à délier les langues », explique Michèle Gaudreau.

Pour défier la honte, la première carte à jouer est celle de la proximité, pour que les voyageurs n'aient pas besoin de quitter leur environnement immédiat. « Chaque village a créé sa petite équipe de guides. » Autre atout de taille : la discrétion. Bégayer en lisant un livre d'enfant en pleine bibliothèque municipale alors qu'on a 50 ans ? « Certains ne sont pas gênés d'aller à la bibliothèque,

mais ce n'est pas le cas de tous. Nos guides disposent de locaux pour donner leurs cours. »

Ensuite, il s'agit de cours privés gratuits, ce qui permet de démarrer exactement où il faut et d'aller à la bonne vitesse. « Le tutorat permet de s'adapter à leur rythme et de tout diriger vers leurs besoins, même si ces besoins changent avec le temps. Autrement, ils risquent de lâcher. C'est la raison pour laquelle nous avons un si bon taux de rétention des voyageurs, et autant de plaisir. » Ainsi, « quand Claire est arrivée, elle voulait pouvoir faire une recette de cuisine. Notre premier travail a donc été de faire un renversé aux fraises. »

Depuis sa création, le Train a aidé 18 participants et trois voyageurs l'ont quitté, ayant atteint leur objectif : intégrer la formation des adultes, qui exige un niveau présecondaire. « Ce sont nos diplômés », lance-t-elle. Mais, au-delà de la lecture, c'est la personne qui grandit. « On voit les apprentis lecteurs se transformer, prendre de l'assurance. Ils se coiffent mieux, nous regardent dans les yeux, enlèvent la casquette qu'ils avaient enfoncée sur la tête. » Pour encourager les efforts, l'équipe organise une petite fête après les 50 premières leçons, avec à la clé un certificat du Train des mots. « On n'a pas idée de ce que ça leur fait. Ce sont de tout petits progrès. Mais, pour eux, être capable de lire un titre de journal, ça change tout. »

Quant à savoir où s'arrêtera le train, Michèle Gaudreau affirme qu'il est loin d'être arrivé à son terminus. « Notre objectif est de couvrir toute la MRC de Memphrémagog. Nous avons

sept municipalités ; il nous en reste huit autres. » Au-delà, elle rêve de voir un tel projet s'étendre à l'ensemble du Québec. « Que, dans notre société, tous ceux qui savent lire et qui veulent aider puissent le faire. Et que tous ceux qui veulent apprendre à lire puissent le faire aussi. » Il y en a suffisamment sur les deux quais, il suffit qu'ils prennent le train ensemble.

Collaboratrice
Le Devoir

Alphabétisation et développement durable

« L'alphabétisation est l'un des principaux éléments nécessaires pour promouvoir le développement durable, car elle donne aux individus les moyens de prendre les bonnes décisions dans le domaine de la croissance économique, du développement social et de l'intégration environnementale. L'alphabétisation est à la base de l'apprentissage tout au long de la vie, et elle joue un rôle fondamental dans la création de sociétés durables, prospères et pacifiques. »

Extrait de la page consacrée à la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre 2014, placée sous le thème du développement durable, dans le site Internet de l'Unesco.



COURTOISIE LE TRAIN DES MOTS

La fondatrice et directrice du Train des mots, Michèle Gaudreau, en compagnie de son chien Mali



L'ACCÈS À LA FORMATION DE BASE

Une question d'équité et de solidarité sociale



À LA FTQ,
ON S'EN OCCUPE !

ALPHABÉTISATION

APTITUDES À LIRE ET À COMPTER

La situation ne s'est guère améliorée en dix ans

Un enjeu pour la formation continue, selon l'OCDE

Les tendances lourdes de l'analphabétisme se poursuivent, si on se fie aux premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA), dévoilés en octobre dernier. Les chiffres de cette vaste enquête internationale sur les compétences en littératie et numératie montrent que la situation ne s'est pas améliorée au Québec depuis dix ans.

ÉTIENNE PLAMONDON
ÉMOND

Il faudra des années avant de bien analyser et tirer toutes les conclusions de la masse de données fournies par le PEICA. Cette troisième grande enquête internationale sur les compétences des adultes, pilotée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a interrogé plus de 166 000 adultes âgés de 16 à 65 ans dans une vingtaine de pays. Environ 27 000 Canadiens et 6000 Québécois ont participé à cette étude. Si le Canada se classe toujours dans la moyenne des pays de l'OCDE et le Québec légèrement en dessous, la situation ne semble pas s'améliorer.

« Il y a une enquête environ tous les 10 ans. Après trois enquêtes, on constate que ça ne bouge pas beaucoup », se désole Caroline Meunier, responsable du développement d'analyses et de stratégies au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ).

Règle générale, les résultats publiés par Statistique Canada, qui a mené l'enquête ici, ne suscitent pas de surprises, à l'exception des scores moyens selon l'âge. Contrairement aux résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EICA), réalisée en 2003, la tranche des 16-24 ans n'affiche plus la meilleure performance. Elle est désormais dépassée par celle des 25-34 ans en littératie et en numératie, voire par les 35-44 ans en littératie. « C'est mauvais signe », lâche Chantal Ouellet, professeure au Département d'éducation et de formation spécialisée de l'UQAM.

« On se serait tous attendu à ce que ceux qui sortent tout juste de l'école aient des scores plus hauts », s'étonne aussi Geneviève Dorais-Beauregard, directrice générale du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF). Les causes de ce changement demeurent pour l'instant un mystère. Mais Caroline Meunier note que « ce n'est pas une tendance qui est unique au Québec ».

Statistiques

Les pourcentages de la population associés aux différents niveaux de compétence, basés sur une échelle de 1 à 5, restent relativement similaires. Lors de l'enquête internationale de 2003, l'OCDE avait déterminé le niveau 3 comme le seuil minimal pour faire face aux exigences de l'économie et de la société du savoir. C'est ainsi que s'est répandue l'affirmation selon laquelle 49% des Québécois, soit la proportion de la population n'atteignant pas le niveau 3, étaient analphabètes. Si on conservait cette grille de lecture, les résultats du PEICA seraient encore plus sombres, puisque 53% des Québécois n'ont pas atteint le niveau 3, cette fois-ci.

Mais l'OCDE a éliminé ce seuil avec le PEICA pour analyser le tout comme un « continuum de compétences ». En d'autres mots, « il n'y a pas de précipice » entre le niveau 2 et

le niveau 3, explique M^{me} Meunier. Cette dernière admet que, en plus de susciter le scepticisme, cette statistique occultait les vrais problèmes.

Selon elle, la situation est beaucoup plus alarmante pour les gens classés sous le niveau 2, dont les problèmes de compréhension de lecture ont des répercussions au quotidien. Quelque 19% des Québécois sont classés dans les niveaux 1 et inférieur à 1. « On parle de gens qui ne savent pas lire une posologie ou un manuel d'instructions », précise M^{me} Dorais-Beauregard. « Qu'il y en ait une personne sur cinq, c'est bien plus inquiétant que le fait que la moitié des gens n'atteignent pas le niveau 3. »

Les individus possédant de bonnes compétences sont plus sujets à avoir accès à la formation continue, tandis que les adultes peu compétents « risquent de se voir piégés »

Malgré tout, Chantal Ouellet considère qu'il faut aujourd'hui tendre vers le niveau 3. « À l'ère du numérique, la fréquence à laquelle on est appelé à lire s'est accélérée », explique-t-elle.

D'ailleurs, si le pourcentage des gens classés sous le niveau 2 a augmenté au Québec, M^{me} Dorais-Beauregard nuance que ce n'est pas nécessairement dû à une perte de compétences, mais plutôt à une société qui en exige plus. La dernière enquête s'est adaptée aux besoins de lecture d'aujourd'hui et les évaluations s'avèrent plus complexes. De plus, certains ont répondu au test à l'aide

d'un ordinateur, « ce qui implique des compétences de lecture différentes », souligne M^{me} Ouellet.

« Dans l'absolu, ce n'est pas normal qu'il y ait encore autant de personnes qui se retrouvent dans les niveaux inférieurs si vraiment on prend à cœur l'éducation des adultes », ajoute M^{me} Dorais-Beauregard. En numératie, les résultats ne se



ÉMILIE TOURNEVAL

La professeure au Département d'éducation et de formation spécialisée de l'UQAM, Chantal Ouellet, pense que les troubles d'apprentissage de la lecture doivent être repérés le plus tôt possible.

rèvent pas plus reluisants. Environ 23% des Canadiens et 22% des Québécois se retrouvent sous le niveau 2 dans ce volet de l'étude.

Formation

Au-delà des chiffres, l'OCDE a émis, dans son rapport sur le PEICA, une importante mise en garde auprès de six pays, dont le Canada, au sujet de la formation. Elle souligne qu'ici les individus possédant de bonnes compétences sont plus sujets à avoir accès à la formation continue, tandis que les adultes peu compétents « risquent de se voir piégés dans une situation où ils ne peuvent que rarement bénéficier de formations ». Ainsi, les compétences de ces derniers se détériorent avec le temps. « Cette situation constitue un enjeu politique

d'envergure » pour ces six pays, dont le Canada, « où une proportion significative des adultes se situent à un niveau inférieur ou égal à 1 sur les échelles de compétences en littératie et en numératie », selon le rapport de l'OCDE. Ce document vante plutôt le Danemark, la Finlande, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, dont les programmes, les politiques et les subventions ciblées ont permis d'augmenter la participation des adultes à faible littératie et faible numératie à des formations spécifiques.

Caroline Meunier espère que le PEICA va éclairer les décisions prises par les gouvernements et les inciter à s'inspirer des bonnes pratiques éprouvées ailleurs dans le monde. « Malheureusement, ce n'est toujours pas une prio-

rité et il y a même un désengagement », constate-t-elle. À Québec, une nouvelle Politique gouvernementale d'éducation des adultes se fait toujours attendre.

Chantal Ouellet croit, quant à elle, qu'il faut un plan d'action pour sensibiliser la population, tant dans les milieux de travail que dans les milieux scolaires. « Il faut détecter le plus vite possible les troubles d'apprentissage de la lecture », indique-t-elle. « Il existe énormément de recherches sur les façons de mieux intervenir à l'école pour améliorer la maîtrise de la lecture, mais il y a encore un grand écart entre ce qui est connu grâce à la recherche et ce qui est fait dans les milieux scolaires. C'est dommage. »

Collaboration
Le Devoir

COLLÈGE FRONTIÈRE
DEPUIS PLUS DE 100 ANS AU QUÉBEC

DES CAMPS DE BÛCHERONS AUX CAMPS D'ÉTÉ

Au Québec depuis 1912, notre action vise le développement des compétences en littératie et la création d'occasions d'apprentissage destinées aux enfants et aux adultes dans des milieux de travail, des organismes d'insertion, des communautés autochtones et au sein de clubs d'aide aux devoirs et de cercles de lecture situés dans des quartiers marginalisés.

Faites partie de la solution ! Devenez bénévole ou faites un don dès aujourd'hui !

www.collegefrontiere.ca

ALPHABÉTISATION

Où se trouvent les ressources ?

ÉMILIE CORRIVEAU

Au Québec, les services d'alphabétisation proposés aux adultes sont dispensés par deux réseaux : celui des commissions scolaires et celui des organismes d'action communautaire. Si leur concentration est beaucoup plus grande à Montréal et en Montérégie, ces ressources sont tout de même disponibles dans toutes les régions de la province.

D'après les plus récentes données, sur les 72 commissions scolaires qui couvrent le territoire québécois, 54 d'entre elles

offrent des cours en alphabétisation. Ceux-ci sont dispensés dans l'un ou l'autre des 190 centres d'éducation des adultes répartis à travers la province ou dans des centres satellites. La plupart d'entre eux se situent à Montréal, mais on en trouve au moins un par région. On y offre en général de la formation scolaire, de l'éducation populaire et des activités complémentaires, comme de l'aide à la démarche. Des frais variables sont imposés pour accéder à ces services.

Quant aux organismes d'action communautaire auto-

nomes œuvrant en alphabétisation, ils sont actuellement 129 à être soutenus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. On en trouve dans toutes les régions de la province, mais très peu dans le nord et le centre du Québec, en Estrie et à Laval. Leurs activités ont des formes variées ; elles dépendent de la culture organisationnelle du groupe, des besoins identifiés, du milieu dans lequel elles sont réalisées et des ressources financières disponibles. Généralement, l'action de ces organismes ne se borne pas

aux ateliers de lecture et d'écriture. Elle comprend aussi des activités de soutien à la vie sociale, des projets communautaires, etc., dont bon nombre sont offerts gratuitement.

Le moyen le plus simple de connaître ce qui est proposé dans chaque coin de la province est de communiquer avec Info-Alpha, une ligne d'aide, d'écoute et de référence en alphabétisation et en formation de base : 1-888-488-3888.

Collaboratrice
Le Devoir

L'avenir commence maintenant.

education-des-adultes.ca

DE L'ALPHABÉTISATION À LA DIPLOMATION.

LES CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES DE LA COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Lieux d'apprentissage tout autant que milieux de vie et tremplins d'intégration, les centres d'éducation des adultes offrent des classes d'alphabétisation à partir desquelles les élèves adultes peuvent cheminer jusqu'à l'obtention d'un diplôme d'études secondaires ou professionnelles.

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

Centre d'éducation des adultes Champlain (Verdun) 514 765.8444

Centre d'éducation des adultes de LaSalle (LaSalle) 514 595.2041

Centre d'éducation des adultes Jeanne-Sauvé (Pierrefonds) 514 855.4195

Centre d'éducation des adultes Outremont (Outremont) 514 273.3353



LOTTUNS CNORTE L'ANPHLBAÉTISAME...

Pour trop de personnes au Québec, lire est un charivari.



www.lafae.qc.ca

ALPHABÉTISATION

Comment franchir la fracture numérique ?

Internet et les nouvelles technologies se révèlent aujourd'hui presque incontournables pour avoir accès à des services ou s'épanouir en société. Un aperçu des besoins des personnes aux prises avec de faibles compétences informatiques et des moyens pour favoriser leur inclusion.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Le Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) est la première enquête internationale à s'être attardée aux compétences associées à la résolution de problèmes dans un cadre technologique. Il serait donc hâtif d'interpréter ses résultats. En revanche, une des rares données simples à décrypter est plutôt préoccupante : sur une échelle de 1 à 4, 18% des Québécois et 15% des Canadiens n'ont même pas atteint le niveau 1, alors que c'est le cas d'environ 12% des personnes dans l'ensemble des pays de l'OCDE. « Ce sont des gens qui n'avaient pas les capacités de faire ce test ou qui ont estimé ne pas les avoir pour le faire », explique Geneviève Dorais-Beauregard, directrice générale du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF).

Sur le terrain, la demande de formation est réelle. Il n'y a pas si longtemps, les cours d'informatique donnés par des organismes communautaires étaient perçus comme une porte d'entrée moins stigmatisante vers les cours d'alphabétisation. Mais, aujourd'hui, « la pression sur

l'emploi est plus forte », juge Louise Saint-Jacques. La directrice de La Puce, un centre multiservice de ressources en informatique répondant aux demandes des particuliers et des organisations communautaires, indique que la recherche d'emploi et la technologie dans les milieux de travail sont désormais les principales raisons pour lesquelles on sollicite son aide.

De plus, l'accès des citoyens à des services gouvernementaux passe de plus en plus par le Web. À Service Canada et dans les Centres locaux d'emploi, par exemple, les rencontres avec un agent sont graduellement abolies. Les citoyens sont désormais dirigés vers un site Internet ou un « visioguichet » pour remplir des formulaires qui se révèlent parfois difficiles à comprendre, même pour des personnes parfaitement alphabétisées, note M^{me} Saint-Jacques.

La Puce, comme d'autres organismes communautaires, doit donc aujourd'hui les épauler dans cette démarche. Mais les limites financières restreignent son intervention. « On ne travaille pas nécessairement sur l'ensemble des besoins [informatiques] du citoyen. On va vers celui qui est considéré comme le plus urgent. »

En 2011, le Conseil du Trésor a adopté des normes gouvernementales d'accessibilité au Web, qui s'appliquent à tous les ministères et organismes visés par la Loi sur l'administration publique. Ces normes exigent que les sites Web, les documents téléchargeables et les présentations multimédias soient accessibles aux personnes aux prises avec un handicap, mais aussi aux personnes vieillissantes, analpha-

bètes ou peu à l'aise avec les technologies. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Une simple navigation sur les différentes pages concernées permet de constater que les sites ne sont pas tous aussi avancés dans leur application de la norme et dans la simplification de leur accès. « Il y a des sites qui se complexifient aussi », ajoute M^{me} Saint-Jacques. Un bilan de la mise en œuvre de ces normes dans l'ensemble de la communauté gouvernementale n'est pas prévu avant mai 2016.

Déjà dans le rapport *Citoyen branché*, déposé auprès du gouvernement du Québec en 2012, La Puce et quatre autres organismes soulignaient la nécessité d'augmenter le nombre d'heures de formation. Le Parti québécois avait promis de « lancer un vaste chantier d'alphabétisation, incluant l'analphabétisme numérique ». Mais, depuis l'élection du gouvernement Couillard, ce dossier semble sur la glace, indique M^{me} Saint-Jacques.

Le Fab Lab : l'avenir de l'inclusion numérique ?

Monique Chartrand, directrice générale de Communautique, se montre tranchante au sujet de notre rapport aux technologies de l'information et des communications (TIC). « 99,9% des gens subissent la fracture numérique, parce que, ultimement, on ne décide pas de ce qu'on a

comme technologie », dit-elle.

L'organisme communautaire, dont la mission est de soutenir la participation citoyenne en favorisant l'appropriation des TIC, a d'ailleurs rectifié ses façons de faire à l'aune de l'évolution fulgurante, éclatée et tous azimuts des nouvelles technologies. M^{me} Chartrand croit que l'approche misant sur l'enseignement de logiciels de base ne tient plus tellement la route. « On force les gens à développer des compétences avec des applications qui changent tout le temps. On ne peut pas se tenir à jour », souligne-t-elle.

Communautique expérimente désormais des méthodes à l'aide desquelles « les citoyens pourraient carrément contribuer au développement de la technologie ». Fortement inspirée par le CitiLab de Barcelone, Communautique a mis sur pied son propre Fab Lab, soit un lieu ouvert de cocreation technologique. « Un Fab Lab, c'est un puissant laboratoire d'inclusion sociale. Ici, les barrières de compétences disparaissent », assure M^{me} Chartrand, au sujet de ces espaces de collaboration.

L'approche part du besoin du citoyen, de ses idées, de ses projets. « Le mode laboratoire permet de développer des usages inédits, une prise de pouvoir », ajoute M^{me} Chartrand, qui déplore, à plus large échelle, l'absence de politique numérique ou de vision de la part des gouvernements dans ce domaine.

Collaborateur
Le Devoir

ORGANISMES D'ÉDUCATION DES ADULTES

Les coupes font mal

Les organisations actives en éducation des adultes vivent une année difficile. Des coupes majeures dans les budgets viennent du gouvernement fédéral, mais aussi du provincial.

MARTINE LETARTE

Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF) a appris, à la fin mai, qu'il allait perdre son financement du gouvernement fédéral le mois suivant. Le montant annuel de cette enveloppe s'élevait à 450 000\$. Cela correspondait à environ la moitié du financement total de l'organisme.

« Pour préserver la chaîne de documentation, de l'acquisition à la mise en ligne, nous avons seulement coupé trois postes alors que, normalement, nous aurions dû en couper cinq », indique Geneviève Dorais-Beauregard, directrice générale du CDEACF.

Tous les employés ont accepté une semaine de travail de 32 heures au lieu de 35 et l'organisme a réduit ses jours d'accueil à quatre par semaine au lieu de cinq. Des réserves permettent de garder ces deux personnes jusqu'en avril.

« Nous déposons des projets auprès de plusieurs organismes et fondations pour trouver le manque à gagner, sinon, nous devons couper deux autres postes en avril », précise M^{me} Dorais-Beauregard.

Les 360 membres du CDEACF sont principalement des organisations québécoises, d'autres sont canadiennes et on retrouve aussi des chercheurs et des professeurs actifs en alphabétisation et en condition féminine.

« Par exemple, un formateur d'un organisme d'alphabétisation peut nous demander de l'aide pour monter une nouvelle formation pour un groupe d'apprenants d'un niveau donné et nous lui montons une trousse », explique Geneviève Dorais-Beauregard.

Le CDEACF diffuse aussi, via son site, du matériel prêt à utiliser et a une bibliothèque virtuelle de 7000 titres. Son mandat est pancana-

dien et ses membres actifs dans la francophonie canadienne hors Québec subissent déjà fortement les contre-coups des coupes.

« Nous devons maintenant leur faire payer l'envoi et le retour des documents que nous leur prêtons », indique la directrice générale. Nous avons un groupe membre dans les Territoires du Nord-Ouest et c'est 160\$ pour l'aller-retour, alors il n'en commande plus ! Dans la plupart des communautés francophones hors Québec au Canada, à part en Ontario, il n'y a plus de librairie francophone et les organisations manquent d'accès à du matériel en français. »

Le CDEACF étudie différentes avenues pour retrouver du financement d'Ottawa.

« Le gouvernement fédéral considère maintenant que l'alphabétisation est une responsabilité des provinces », affirme M^{me} Dorais-Beauregard. Il a décidé d'investir plutôt dans des programmes de développement des compétences ciblées pour certaines industries. Pour obtenir des sous, on nous a conseillé de trouver des partenaires dans le secteur privé pour proposer des projets de formation qui se donneraient chez eux. Ce n'est pas facile. Plusieurs entreprises ont peur de former leurs employés et de les perdre par la suite. »

Contrairement à d'autres organismes canadiens actifs en éducation des adultes qui sont presque uniquement financés par le gouvernement fédéral et qui songent maintenant à fermer leurs portes, le CDEACF peut toujours compter sur la moitié de son budget qui provient de Québec. Il obtient un financement annuel de base de 170 000\$ du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Geneviève Dorais-Beauregard est optimiste quant au maintien de cette enveloppe, mais, dans le contexte budgétaire actuel, elle est préoccupée par le sort des montants non récurrents.

« On reçoit 300 000\$ par année pour financer des projets grâce à une entente triennale qui prendra fin en juin prochain », précise-t-elle. Il faudra renégocier. »

Collaboratrice
Le Devoir

Plus de Semaine québécoise des adultes en formation

Le couperet est tombé au printemps sur la Semaine québécoise des adultes en formation (SQAF). Pour l'organiser, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) recevait environ 800 000\$ chaque année du MELS. L'organisme qui travaille à favoriser et à développer des activités de reconnaissance et de valorisation de l'éducation des adultes reçoit toujours de Québec environ 400 000\$ par année comme financement de base. « On n'a pas coupé là, mais, en coupant le financement de la SQAF, notre campagne majeure pour le grand public, c'est comme si on

nous coupait un peu notre raison d'être », affirme Ronald Cameron, directeur général de l'ICEA. Il s'inquiète du message envoyé à la population.

« L'éducation des adultes mange une claque », déplore-t-il. Investir dans la valorisation de l'éducation des adultes, c'est l'équivalent d'investir dans la persévérance scolaire chez les jeunes : c'est important ! Il faut faire plus en alphabétisation, lever les obstacles pour que ces personnes puissent participer à des activités de formation. Pour y arriver, une mobilisation des acteurs est nécessaire. »

« JE VIENS DE PERDRE L'EMPLOI QUE J'AVAIS DEPUIS 23 ANS. VU QUE J'AI PAS D'INSTRUCTION, ÇA VA ÊTRE DUR D'EN TROUVER UN AUTRE. »

– Paul, 45 ans

Info alpha
1 800 361-9142

Depuis sa création, en 1990, la ligne Info-Alpha a aidé 65 000 personnes qui, comme Paul, ont fait le choix de retourner en formation.

Info-Alpha est un service téléphonique sans frais et confidentiel qui offre aide et écoute aux personnes analphabètes et à toute personne souhaitant avoir accès à la formation de base en lecture et en écriture.

Un service de la Fondation pour l'alphabétisation
Des mots d'espoir

AIDEZ-NOUS À LES AIDER, FAITES UN DON
fondationalphabetisation.org/donnez
1 800 361-9142

8 septembre 2014
Journée internationale
de l'alphabétisation

Les livres,
tout un monde
de connaissances.

ALPHABÉTISATION

FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION

25 ans plus tard...

ÉMILIE CORRIVEAU

D'après la plus récente enquête de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la littératie, laquelle mesure les aptitudes des personnes âgées de 16 à 65 ans à comprendre, utiliser et s'approprier des textes écrits pour participer à la société, atteindre des objectifs et développer des connaissances, près de 53% de la population québécoise n'a pas les compétences souhaitables pour s'épanouir pleinement dans la société moderne.

À qui la faute?

Peu surprise des résultats de l'OCDE, M^{me} Mockle indique que la situation était prévisible. «Le problème au Québec, c'est qu'on confine depuis longtemps l'apprentissage et l'appréciation de la lecture à la sphère scolaire. Or, dans la sphère scolaire, la lecture a essentiellement une fonction utilitaire. Elle sert à obtenir des résultats et à décrocher un diplôme. Le plaisir de lire, lui, est presque complètement évacué, ce qui fait qu'on se retrouve avec une foule de jeunes pour qui le jour où se terminent leurs études correspond à la dernière fois où ils ouvrent un livre! Et c'est malheureux, mais, quand on ne lit pas, on perd ses capacités de lecture.»

Ce constat, cela fait déjà plusieurs années que la Fondation pour l'alphabétisation l'a formulé. Observant que, lorsqu'aucune prévention n'était faite en milieu familial, on assistait généralement à une reproduction intergénérationnelle de l'analphabétisme, elle a mis sur pied en 1999 le programme La lecture en cadeau.

«Ce qu'on a fait, c'est distribuer des livres à des enfants défavorisés pour semer chez eux le goût de la lecture», confie

M^{me} Mockle.

La première année, 2000 livres ont été distribués dans la région de Montréal. Populaire, le programme La lecture en cadeau s'est étendu l'année suivante à l'ensemble du Québec et perdure depuis, si bien qu'aujourd'hui la Fondation offre plus de 38 000 livres par année. «La demande actuelle se situe autour de 100 000 livres par année. On n'est simplement pas capable d'y répondre.»

C'est pourquoi la Fondation aimerait que le gouvernement québécois soit davantage proactif en matière de prévention de l'analphabétisme et de promotion de la lecture. À son avis, l'élaboration d'une stratégie nationale comprenant le déploiement d'une vaste campagne de sensibilisation sur l'importance de la lecture serait souhaitable.

Agir sur plusieurs fronts

Loin de baisser les bras devant l'immobilisme gouvernemental, la Fondation poursuit son action sur plusieurs fronts. Par le biais de la ligne Info-Alpha, qu'elle a créée en 1990, elle offre un service d'écoute et de référence aux adultes en alphabétisation et en formation de base. Également, grâce à sa ligne Info-Apprendre, elle informe depuis 2002 les gens qui se questionnent quant aux ressources disponibles en matière d'éducation des adultes.

Et la Fondation ne manque pas de projets. Parmi eux, la création d'une collection de livres pour faibles lecteurs.

«On travaille fort, ça, il n'y a pas de doute, assure M^{me} Mockle. On en a peut-être fait beaucoup en 25 ans, mais on est loin d'avoir érayé l'analphabétisme.»

Collaboratrice
Le Devoir

Raccrocher à l'éducation des adultes

Si le taux de diplomation au Québec est relativement élevé — 72% des moins de 30 ans ont un diplôme postsecondaire en poche — et ce, malgré un taux de décrochage au secondaire oscillant autour de 36%, c'est que les décrocheurs québécois raccrochent. Et ils le font auprès des services d'éducation des adultes des commissions scolaires. Comment ces dernières s'acquittent-elles de cette tâche?

PIERRE VALLÉE

«Il faut d'abord comprendre que tous les efforts sont faits pour empêcher un jeune de décrocher et pour le maintenir dans le secteur jeune, souligne Lucille Doiron, directrice en soutien à la gestion des établissements à la Commission scolaire de Montréal (CSDM). On lui offre du soutien et on lui propose diverses voies possibles pour le maintenir à l'école secondaire.»

Avant ou après deux ans

Lorsque les moyens mis en œuvre par l'équipe de l'école secondaire échouent et que le jeune décroche malgré tout, s'il veut raccrocher ensuite, il devra aller frapper à la porte des services d'éducation des adultes d'une commission scolaire. L'accueil qu'il recevra varie selon le temps passé hors des classes. «Si ça fait moins de deux ans qu'il a décroché, le jeune se présente avec son dernier bulletin. Si, par exemple, il a réussi sa 2^e secondaire, il est aussitôt inscrit en 3^e secondaire.»

Par contre, pour l'élève qui a passé plus de deux ans en dehors des classes, on craint une perte d'acquis et l'élève devra passer des tests de classement. «Ces tests servent à déterminer son niveau actuel de connaissances. Ils nous permettent d'établir, par exemple, si, en français, il a sa 3^e secondaire et si, en mathématiques, par contre, il n'a que sa 2^e secondaire. Ainsi, il

nous est possible de lui fournir un horaire qui tient compte de ses différents niveaux de connaissances. De plus, on lui offrira un soutien en rapport avec ses besoins.»

Analphabètes fonctionnels

Dans certains cas, l'élève qui veut raccrocher et qui se présente à l'éducation des adultes pour terminer ses études secondaires est, dans les faits, un analphabète fonctionnel. Règle générale, ce sont des élèves qui ont soit des difficultés d'apprentissage, soit des troubles d'apprentissage.

«Cette catégorie d'élèves a déjà été identifiée bien avant son arrivée à l'éducation des adultes. Les difficultés et les troubles d'apprentissage sont décelés à un jeune âge, le plus souvent au primaire. Ce sont tous des élèves qui ont connu un parcours scolaire et un cheminement de formation particuliers et différenciés.»

Il en sera de même à l'éducation des adultes. «Les élèves ayant des difficultés d'apprentissage seront tout simplement mieux encadrés et accompagnés. Le fait que les classes en éducation des adultes sont plus petites, en moyenne une quinzaine d'élèves par classe, permet à l'enseignant d'offrir un suivi plus personnalisé. Ce sont des élèves qui, par exemple, n'arrivent pas à comprendre une règle de grammaire, mais dont on sait qu'ils arriveront à la comprendre si on leur donne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les élèves victimes de décrochage scolaire sont souvent ceux qui ont des difficultés ou des troubles d'apprentissage.

le temps nécessaire et si on agit avec patience.»

Quant aux élèves ayant des troubles d'apprentissage, comme la dyslexie, ils seront accompagnés, comme auparavant, par une équipe de professionnels en éducation, tels les psycho-éducateurs, orthopédagogues et autres.

Un seul but visé

Mais, peu importe le type de clientèle, les difficultés rencontrées, les différentes approches éducatives, tous les efforts mis de l'avant par le personnel des services d'éducation des adultes, dans le cas des décrocheurs, visent le même but. «Nous faisons tout notre possible pour qu'ils obtiennent enfin un premier diplôme, peu importe s'il s'agit d'un diplôme d'études secondaires ou d'un diplôme

d'études professionnelles. Pour cet individu, ce premier diplôme est sa première carte de visite qui lui permettra de dénicher un emploi et de devenir un citoyen responsable.»

Et c'est souvent un premier pas. «Ce premier diplôme, sur laquelle il pourra construire, il existe aujourd'hui de nombreuses passerelles entre les différentes voies de formation. Par exemple, un jeune qui obtient un DEP en mécanique automobile peut ensuite s'inscrire au collégial dans une technique reliée à la mécanique et, s'il le désire, poursuivre à l'université et même devenir ingénieur.» D'où l'importance de ce premier diplôme.

Collaborateur
Le DevoirMIEUX LIRE
POUR AVANCER
DANS LA VIE

le TRAIN des MOTS

LE FOYER D'ALPHABÉTISATION
DE MAGOG ET DES ENVIRONS
Info : 450 297 9907www.letraindesmots.org
à partir du 1^{er} octobre

La CSN agit au quotidien pour combattre l'analphabétisme afin de maximiser les chances de chacune et de chacun de s'intégrer dans les milieux de travail.

csn.qc.ca

ENSEMBLE
CONTRE
L'ANALPHABÉTISMERegroupement des groupes populaires
en alphabétisation du Québec
www.rgpaq.qc.ca

RGPAQ

Institut de coopération
pour l'éducation des adultes
www.icea.qc.ca